



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2014-DLP/BUPE- 39 du 17 FEV. 2014

mettant en demeure la société KLV TERRASSEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, de gérer le stockage de déchets non autorisés non inertes stockés illicitement sur le site de BOURGALTROFF, conformément aux dispositions de l'article L 541-2 du Code de l'Environnement, dans les délais prescrits au présent arrêté.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, titre IV du livre V et en particulier l'article L.541-3 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2013-A- 06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU la visite d'inspection réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 20 septembre 2012 sur le site de la société KLV TERRASSEMENT à BOURGALTROFF ;

VU les résultats des investigations réalisées par ANTEA en juin 2012 sur le stockage de déchets illicite afin de déterminer l'ampleur et la nature des déchets composant ce stockage ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 décembre 2012 ;

VU le courrier de procédure contradictoire envoyé à la société KLV Terrassement en date du 11 décembre 2012 établi en application de l'article L.541-3 du Code de l'Environnement ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 3 février 2014;

CONSIDERANT que les constats effectués par l'Inspection des Installations Classées et les résultats des investigations réalisées par la société ANTEA ont démontré que des déchets non inertes ont été stockés illicitement sur le site de la société KLV TERRASSEMENT à BOURGALTROFF qui n'est pas autorisée à les prendre en charge ;

CONSIDERANT que ce stockage illicite comprend au moins un volume de 40 000 tonnes de déchets non inertes ;

CONSIDERANT que l'article L.541-2 du Code de l'Environnement dispose :

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »

CONSIDERANT que la conformité « aux dispositions du présent chapitre » mentionnée au premier paragraphe de l'article L.541-2 est définie à l'article L.541-1 qui dispose :

« Les dispositions du présent chapitre et de l'article L.125-1 ont pour objet :

(...)

3° - D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

(...) ».

CONSIDERANT que la société KLV TERRASSEMENT, en tant que détenteur et entreprise ayant pris en charge la gestion de déchets non inertes, ne respecte pas les dispositions de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'aucune mesure de réduction des impacts générés par le stockage n'a été mise en œuvre par la société KLV TERRASSEMENT pour le stockage illicite des déchets non inertes, notamment vis à vis de l'étanchéité du lieu de stockage et de la gestion du biogaz généré par la décomposition des déchets ;

CONSIDERANT que le stockage illicite de déchets non inertes n'est pas réalisé de manière à ne pas créer de risque pour l'eau, l'air, le sol et à ne pas provoquer de nuisances olfactives ;

CONSIDERANT que les réponses apportées suite à la procédure contradictoire ne sont pas satisfaisantes et ne permettent pas de gérer les déchets conformément à la réglementation ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société KLV TERRASSEMENT (433 666 955 RCS Metz), sise route de Marimont à BOURGALTROFF, est mise en demeure de gérer le stockage de déchets non autorisés non inertes stockés illicitement sur le site de BOURGALTROFF conformément aux dispositions de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement dans les délais suivants :

- ⇒ dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, transmettre à l'Inspection des Installations Classées un dossier présentant les dispositions qu'elle compte mettre en œuvre pour respecter les dispositions de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement précité avec son échéancier de mise en œuvre ;
- ⇒ dans un délai de huit mois, douze mois et dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté, transmettre à l'Inspection des Installations Classées un état d'avancement des travaux mis en œuvre en adéquation avec l'échéancier précité ;

- ⇒ dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, transmettre à l'Inspection des Installations Classées le bilan des travaux ainsi que les justificatifs démontrant que l'ensemble des déchets ont été gérés conformément à la réglementation et notamment aux dispositions de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de CHÂTEAU-SALINS, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de BOURGALTROFF, où est implantée la société.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Olivier du CAY